

Hongrie : un mélange embrouillé de nationalisme et de néolibéralisme

vendredi 10 mai 2019, par [Ezmelet \(HU\)](#), [LUGOSI Gyöző](#) (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2019).

Le régime Orban participe d'une tendance générale (la crise des démocraties capitalistes libérales) mais a aussi des spécificités liées à l'histoire de la Hongrie, mais aussi à celle de Fidesz, le mouvement de Viktor Orban, et de la façon dont il a conquis le pouvoir.

Dans notre vision (celle de la revue de gauche *Ezmelet* qui se veut de gauche, radicale et marxiste mais dont les références ne limitent pas à Marx), l'« illibéralisme » revendiqué de Viktor Orbán, c'est-à-dire le démantèlement conscient, voire méthodique, du système juridico-politique libéral, fait partie de la « *fin de l'hégémonie de la culture libérale* » (Wallerstein). Ce qui se passe depuis 2010 en Hongrie n'est que la réalisation, sous une forme excessive, avec la volonté d'aller jusqu'au bout (mais nous n'y sommes pas encore !) de la désagrégation de la « démocratie libérale ». Celle-ci, tant vantée lors de la chute des « socialismes d'État » en 1989-1991, s'est avérée ensuite une idéologie trompeuse au service de la reconnexion - et de la sujétion - des sociétés de l'Europe de l'Est dans l'économie capitaliste mondialisée.

Effondrement du PS hongrois

La particularité et la radicalité du « cas » hongrois (par rapport aux autres transformations similaires, mais vacillantes et encore partielles de la semi-périphérie européenne) s'explique d'abord, selon nous, par la radicalité/brutalité de l'expropriation capitaliste de l'économie hongroise durant les années 1990 et 2000 [1]. Celle-ci a été essentiellement gérée, jusqu'à son effondrement électoral de 2010, par le PS hongrois et le gouvernement de Ferenc Gyurcsány (défenseur hongrois du blairisme et de sa « troisième voie » de sinistre mémoire...).

Fidesz (« Union civique hongroise »), dont Orbán est aujourd'hui le président, était le sigle de l'ancienne Alliance des jeunes démocrates fondée dans la tourmente de la crise finale du système socialiste d'État durant la seconde moitié des années 1980. Elle s'est d'abord présentée comme une force démocratique-libérale. Mais sa volte-face antilibérale en 1994 (accompagnée d'une centralisation intérieure de plus en plus exclusive autour de la personne du président du parti Viktor Orbán) n'est pas étonnante du tout. Ce groupe de jeunes intellectuels - appartenant à la même génération, issus de la classe moyenne inférieure de la campagne hongroise et formés en parti - ne s'accrochait aux slogans libéraux que par un anticommunisme irréfléchi. Ce cercle de jeunes hommes de l'époque, mis en position par le moment historique particulier, n'avait pas pu intérioriser les valeurs culturelles libérales : celles-ci leur étaient en fait étrangères, comme à la majorité de la population). Par ailleurs, ce groupe n'a même pas vraiment assimilé le conservatisme chrétien-démocrate et de vocation nationale qu'ils ont visé à adopter (et auquel ils se réfèrent) après le virage idéologique initié par Orbán.

Orbán a su profiter d'un moment exceptionnel

Orban et le Fidesz (et leurs clientèles/complices aux plus hauts postes du pouvoir politiques et

économiques) n'ont, de fait, aucune conviction idéologique. Ce qu'ils ont « bricolé » comme fondement idéologique et politique afin de soutenir l'exercice continu et stable du pouvoir n'est qu'un mélange embrouillé de réminiscences horthystes [2], de cléricisme et du néolibéralisme servile.

L'« orbanisme » est, en définitive, l'« art » perfectionné de la prise et du maintien du pouvoir politique, exercé par une faction d'élite formée autour de la personne d'Orbán, dans une constellation historique spéciale, de transition, « fluide » (selon le mot du grand penseur politique, István Bibó), en état de « bifurcation » (Wallerstein) où « rien (ou presque rien) ne semble prédéterminé, et tout semble possible » (Bibó) et où la marge de manœuvre des acteurs politiques s'élargit de manière significative. Orbán a reconnu et saisi le moment exceptionnel surgi en 2010, produit par la crise financière mondiale, l'exacerbation des politiques néolibérales du gouvernement à direction « socialiste » et les gaffes témoignant d'une incapacité personnelle du F. Gyurcsány, pour obtenir une majorité des deux tiers des députés aux législatives de 2010.

La monopolisation du pouvoir

Cette réussite lui a légalement permis d'élaborer et d'enfoncer dans la gorge de la société une nouvelle Constitution (dite « loi fondamentale »), sur la base de laquelle il a ensuite démantelé tous les « freins » et « contrepoids » juridiques et institutionnels, puis occupé les postes clés politiques, en y parachutant des obligés inconditionnellement fidèles à sa personne. Sont ainsi subordonnés à ses objectifs – outre bien entendu les instances du pouvoir exécutif, et ce à tous les niveaux – les postes du président de la République, du président du Parlement, la majorité des juges de la Cour constitutionnelle, la direction du Bureau de l'audit de l'État, le Bureau du procureur général (qui bloque systématiquement toute investigation judiciaire relative à la corruption gigantesque orchestrée par la sphère élargie et bien hiérarchisée d'Orbán), le Conseil des médias, etc.

Orbán et le Fidesz ont en outre mis la Télévision et la Radio publique au service de la propagande gouvernementale, avec notamment la fabrication massive d'ennemis afin de semer la peur au sein des masses : migrants et terroristes « qui violent nos femmes et nos filles », complot de Soros (comprendre complot juif...). Ils ont mis sous contrôle la presse écrite nationale et départementale, ainsi qu'une grande partie des pages web les plus lues, et fait liquider, par des manœuvres financières, *Népszabadság*, le quotidien de plus grand tirage et d'orientation de critique sociale-libérale.

Plus récemment, ils ont lancé une attaque contre l'autonomie de l'Académie des Sciences, et ont mis sous contrôle financier direct les universités d'État. Les écoles publiques (primaires et secondaires) gérées et maintenues depuis 1990 par les municipalités ont été étatisées, les programmes d'éducation hypercentralisés, etc.

Des trois branches principales du pouvoir, la Justice seule reste encore partiellement indépendante, au moins au niveau des tribunaux et des juges, mais l'Office judiciaire national – responsable des nominations des juges – est présidé par l'épouse d'un membre du cercle restreint de Fidesz, et est en conflit permanent avec les corps supérieurs des juges. Pour contourner les tribunaux indépendants, une loi a été adoptée juste avant Noël 2018 sur l'établissement de nouveaux tribunaux administratifs, dont les juges seront choisis et nommés dans les rangs des fonctionnaires d'État, et dont la juridiction s'étendra par exemple aux affaires relatives à la loi sur le droit de réunion...

Enrichissement personnel

La monopolisation du pouvoir politique va de pair avec l'acquisition du pouvoir économique par cette faction étroite autour de Victor Orbán. L'homme déjà le plus riche de Hongrie, Lőrinc

Mészáros, un ami d'enfance d'Orbán, possède tout un empire d'entreprises diverses, des centaines de milliers d'hectares de terres dans le département de Fejér, où se trouve le village natal d'Orbán et de lui-même, Felcsút, avec un stade de foot et un chemin de fer touristique nouvellement construits avec l'argent de l'UE (tous les deux vides par ailleurs...). Cela représente une fortune d'au total 1,2 milliards d'euros... Personne en Hongrie ne croit que ce serait vraiment la fortune de Mészáros (réparateur chauffagiste avant l'avènement d'Orbán). Le discours public est unanime : il s'agit évidemment de la richesse personnelle (à peine) déguisée de Viktor Orbán.

Il découle de tout cela une autre spécificité du « phénomène » Fidesz : Orbán et son mouvement sont allés si loin, d'une part dans la déconstruction du système juridico-politique, d'autre part dans la prédation – légal(isé)e, mais illégitime – des richesses nationales, qu'il n'y a plus de possibilité d'une normalisation négociée. Orbán et ses complices sont désormais contraints de garder le pouvoir à tout prix, parce qu'ils sont conscients que sa perte éventuelle – par une voie démocratique normale quelconque, par exemple, à la suite d'élections non-manipulées (ce que le système électoral, rendu inégal à l'extrême, exclut par ailleurs) – impliquerait nécessairement la perte des richesses accumulées dans les mains de cette nouvelle nomenclature, ainsi que leur mise en accusation et incarcération. Mais, d'un autre côté, cela signifie aussi que tous ceux qui rejette(raie)nt l'autoritarisme, le népotisme et le vol organisé au plus haut niveau du régime, sont privés des moyens politiques ordinaires et légaux de contestation, d'autant plus que l'opposition politique représentée par les partis est tombée en morceaux et souffre d'un déficit de légitimité très marqué.

Une base sociale hétérogène

La base sociale de Fidesz est, de fait, assez étroite – du moins quant au pourcentage ou nombre de ceux qui la soutiennent activement. D'abord, les privilégiés du régime, une nouvelle aristocratie milliardaire (une centaine de familles). Puis une couche plus vaste, relativement aisée, de la classe moyenne, composée de jeunes fonctionnaires et employés qualifiés ayant de nombreux enfants et qui peuvent ainsi profiter des avantages de la politique fiscale (depuis 2013, l'impôt progressif sur le revenu est remplacée par un taux unique de 16% et l'impôt sur les sociétés est également très bas).

La plupart des supporters/électeurs Fidesz forment cependant une masse hétérogène majoritairement rurale, dont le soutien est passif. Nombreux sont celles et ceux qui sont reconnaissants pour le système des travaux publics introduit par le Fidesz dans les villes et villages touchés par un chômage de masse chronique, même si le revenu qu'ils peuvent ainsi obtenir est bien en dessous du seuil de pauvreté. D'autres – succombant à la propagande nationaliste gouvernementale – apprécient l'« ordre », le « calme » et la « sécurité » garantis par le pouvoir contre les « hordes de migrants » (même s'ils n'ont jamais rencontré de leur vie unE seule musulmanE, arabe ou africainE...).

Matériellement, la stabilité du régime est fondée sur la conjoncture économique favorable pendant cette décennie, le taux de croissance élevé, assuré tout premièrement par le secteur multinational très présent en Hongrie, notamment les usines d'automobiles (Audi, Mercedes, Opel, Suzuki et prochainement BMW) qui bénéficient d'importants avantages fiscaux. Récemment (en décembre dernier), le Parlement a ratifié une loi – en dépit de la vive protestation des syndicats et des partis de l'opposition – qui permet aux employeurs d'obliger les travailleurs à 400 heures supplémentaires par an, et de ne payer celles-ci que dans trois ans (!)... Ce vote a entraîné d'importantes manifestations de rue.

Enfin, concernant les rapports avec les autres pays du groupe de Visegrád [3], la réalité diffère beaucoup de l'image idyllique affiché souvent par le gouvernement Fidesz. D'abord, les élites des pays voisins, où vit une population hongroise nombreuse (Roumanie-Transylvanie, Slovaquie-Haute-Hongrie, Ukraine-Transcarpathie et Serbie-Voïvodine) se méfient de la politique de subventions

généreuses de Budapest à leur égard, et surtout de l'octroi facile de la citoyenneté hongroise (droit de vote inclus), ce qu'elles considèrent souvent comme une sorte de « phase préliminaire » d'une revanche au traité de paix de Trianon (1920), qui avait organisé la dislocation de la Hongrie après la défaite de l'Empire austro-hongrois lors de la Première Guerre mondiale. Certes, entre Budapest et Varsovie, existe et fonctionne une alliance politique étroite - dans le but d'empêcher des sanctions éventuelle contre les deux pays de l'UE sur la base du célèbre article 7 [4]-, mais le PiS est très différent du Fidesz à maints égards ; Jarosław Kaczyński, un catholique fervent et politiquement convaincu, « visionnaire », est loin du cynisme de Orbán et de sa pratique de l'accumulation de corruption, d'autant plus qu'en Pologne les positions légales et institutionnelles de l'opposition (libérale) demeurent encore beaucoup plus importantes que celles des adversaires politiques de Viktor Orbán.

Gyöző Lugosi, Membre du comité de rédaction de la revue de gauche hongroise *Eszmelet*.

Gyöző Lugosi

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Nouveau Parti Anticapitaliste

<https://npa2009.org/idees/international/hongrie-un-melange-embrouille-de-nationalisme-et-de-neoliberalisme>

Notes

[1] La « République populaire de Hongrie », liée à l'Union soviétique, s'est effondrée en 1989. (NDLR)

[2] Après la défaite de la révolution de 1919, se met en place un régime nationaliste-conservateur dirigé par l'amiral Horthy. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Trianon de 1920 démantèle la « Grande Hongrie » de l'empire austro-hongrois. Horthy, allié à l'Allemagne nazie dans l'espoir d'obtenir une révision de ce traité, sera au pouvoir jusqu'en 1944. (NDLR)

[3] Le groupe de Visegrád réunit la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.

[4] L'article 7 du traité sur l'Union européenne (TUE) donne la possibilité à l'UE de sanctionner un État membre qui ne respecterait pas ses « valeurs fondatrices ».